



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jean-Yves Tarcy, président de la Chambre d'Agriculture de Guyane en garde à vue suite à une action menée au Ministère de l'Agriculture à Paris : Réaction de Gabriel Serville, Président de la CTG

Face aux informations parvenues ce jour concernant la garde à vue de Jean-Yves Tarcy, président de la Chambre d'Agriculture de Guyane et de plusieurs représentants agricoles, interpellés lors d'une action menée au Ministère de l'Agriculture à Paris, Gabriel Serville, Président de la Collectivité Territoriale de Guyane tient à exprimer sa plus grande vigilance quant au déroulement de cette situation.

La CTG suit avec attention l'évolution des événements impliquant des représentants du monde agricole, parmi lesquels plusieurs acteurs engagés de Guyane, de Martinique et des autres territoires ultramarins. Ces derniers participaient à une mobilisation nationale organisée par la Confédération Paysanne pour alerter sur les difficultés structurelles rencontrées par l'agriculture des territoires ultramarins, notamment la répartition inéquitable des aides du POSEI et les conséquences des accords commerciaux internationaux sur la souveraineté alimentaire locale.

Le Président de la CTG tient à rappeler son attachement au dialogue et à la prise en compte des spécificités des agricultures ultramarines dans les politiques nationales et européennes. Il exprime sa solidarité avec l'ensemble des acteurs du secteur agricole qui œuvrent pacifiquement pour un modèle de développement respectueux des territoires et des réalités locales.

Sans préjuger des suites judiciaires, le Président appelle à la désescalade et à l'apaisement, et invite le Gouvernement à entendre les revendications légitimes des professionnels de l'agriculture des DROM. Il réaffirme enfin la volonté de la Collectivité Territoriale de Guyane de poursuivre, dans le cadre de ses compétences, les démarches nécessaires pour accompagner la modernisation, la formation et la valorisation du monde agricole guyanais.